

*Initiatives ministérielles*

nombre des allègements consentis aux sociétés; il amplifie le problème.

Le gouvernement s'attaque-t-il à la politique des taux d'intérêt élevés? On ne peut nier que les taux d'intérêt aient baissé, mais l'écart entre les taux en vigueur au Canada et aux États-Unis et dans certains autres pays est encore relativement important et est toujours responsable en grande partie du problème. Je ne crois pas que cet écart représente 40 p. 100 aujourd'hui, car les taux d'intérêt ont effectivement baissé, mais il est tout de même à la source d'une bonne part du problème.

Cinquante-cinq pour cent du problème découle des allègements fiscaux consentis aux gens riches, aux personnes à revenus élevés et aux grandes sociétés qui ne paient aucun impôt. Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de combattre les principales causes de la dette? Au lieu de résoudre ces grands problèmes, le gouvernement s'intéresse plutôt à ceux qui portent 6 p. 100 de la responsabilité, il tente de s'attaquer plutôt à cette infime partie que représentent le financement des programmes et les dépassements de coûts dans les programmes. On ne peut résoudre les problèmes de déficit et d'endettement du Canada en s'attaquant aux aspects qui ne comptent que pour 6 p. 100. Les choses ne se passent tout simplement pas de cette façon. Il s'agit là d'un problème idéologique; le gouvernement conservateur a tout simplement des oeillères. Il ne veut absolument pas s'en prendre aux gens qui l'ont appuyé et qui ont financé son accession au pouvoir, c'est-à-dire les riches, les puissants et les sociétés rentables du pays. C'est pourquoi nous vis-à-vis ne peuvent s'attaquer aux causes de 55 p. 100 du problème, car ils savent qu'on ne mord pas la main qui vous nourrit. Ils n'ignorent pas que ce sont ces gens-là qui leur ont permis d'être élus et c'est pourquoi ils n'essaient pas de résoudre ce problème.

• (1350)

Mon vis-à-vis me demande ce qu'ont fait les syndicats. Eh bien, les syndicats font des dons au Nouveau Parti démocratique et nous sommes heureux de les recevoir. Ils nous appuient dans une large mesure dans tout le pays. Je pense qu'ils nous accordent leur appui, car nous sommes perçus comme le parti qui fait le plus pour les simples citoyens et qui s'inquiète le plus des problèmes auxquels les Canadiens, les travailleurs, sont confrontés.

Le ministre soulève un problème bien réel, à savoir l'absence de consensus national au Canada. Les Canadiens de toutes les couches de la société ne sont pas d'accord avec les orientations du gouvernement. On n'a

pas prévu de tribune pour permettre à ces gens de se réunir et de s'entendre sur la voie à suivre.

Il est intéressant de noter qu'il y a quelques mois à peine, le Centre canadien du marché du travail et de la productivité s'est penché sur la situation dans certains pays du monde et il a constaté alors les raisons pour lesquelles certaines économies se comportaient si bien que ce soit en période de vaches grasses ou en période de vaches maigres également. Il a relevé le cas d'un certain nombre de pays. La Suisse, par exemple. Ce pays est parvenu à un consensus national très favorable aux entreprises qui lui permet de fort bien réussir à atteindre ses objectifs économiques. Le Centre signale qu'il s'agit là d'objectifs économiques axés sur la réussite des entreprises, mais les syndicats, la population en général, le gouvernement et les entreprises ont tous la même vue du monde, ce qui les aide à réussir.

L'Australie aborde la question de façon différente. Lorsque le gouvernement travailliste a conclu un accord avec l'Australian Council of Trade Unions, il y a de nombreuses années, il a établi un consensus national basé sur les accords conclus avec les syndicats. Étant donné que cette entente a permis dans une certaine mesure d'obtenir de bons résultats, le patronat, même s'il n'était pas signataire de cette entente, a accepté de s'y soumettre et ainsi, l'Australie est parvenue à un gouvernement basé sur un consensus national qui a réussi à assainir relativement bien l'économie du pays par rapport aux situations conflictuelles qui existaient auparavant. Ce qui manque au Canada, c'est ce consensus national parmi les divers groupes de la société qui doivent être partie prenante si l'on veut que notre économie soit florissante. Ce consensus est absent.

Le gouvernement a fait très peu pour l'obtenir. Il a préféré s'en prendre directement à la main-d'oeuvre. En fait, je me souviens que, lorsqu'il y a eu une grève des manutentionnaires céréaliers, à Vancouver, nos députés étaient intervenus à la Chambre pour demander que le gouvernement facilite le règlement de cette grève. En gros, le premier ministre avait déclaré aux orateurs de ce côté-ci de la Chambre: «Eh bien, parlez donc à vos amis syndicalistes et demandez-leur de mettre un terme à cette grève.»

Ce qui m'a frappé, ce n'est pas que nous avons des amis syndicalistes ou membres du syndicat des manutentionnaires céréaliers. Je ne crois pas que nous aurions eu plus ou moins de succès que d'autres pour traiter avec ces gens à ce moment-là. Ce qui m'a frappé, c'est que le gouvernement avait l'impression de ne pas avoir d'amis syndicalistes et qu'en conséquence, il ne pouvait compter